

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1450

[2005/201532]

**26 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code des droits de succession, notamment l'article 60*bis*, § 3, 4^o et 5^o, inséré par le décret-programme du 17 décembre 1997, modifié par le décret-programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999, relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipelement et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre des Finances;

2^o article 60*bis* du Code des droits de succession : l'article 60*bis* du Code des droits de succession, tel qu'il est applicable en Région wallonne;

3^o entreprise : la personne physique ou la personne morale, visée à l'article 60*bis*, § 1^{er}, du Code des droits de succession;

4^o administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5^o continuateurs : les personnes qui recueillent un droit réel sur des biens, des titres ou des créances au sens de l'article 60*bis* du Code des droits de succession;

6^o intermédiaire : le mandataire désigné par les continuateurs auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration;

7^o jours ouvrables : tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux, l'article 53 du Code judiciaire étant applicable à l'échéance du délai.

Art. 2. Le directeur général de l'administration est habilité à délivrer les attestations visées par l'article 60*bis*, § 3, 4^o, du Code des droits de succession. Il peut déléguer cette compétence aux fonctionnaires de l'administration.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de délivrance de l'attestation prévue par l'article 60*bis*, § 3, 4^o, du Code des droits de succession est envoyée à l'administration par les continuateurs ou leur intermédiaire par tout moyen faisant preuve de l'envoi.

§ 2. La demande de délivrance de l'attestation, dont le modèle figure en annexe I^{re} du présent arrêté mentionne :

1^o les nom et prénoms, la date de naissance, la date de décès du de cujus et son dernier domicile;

2^o l'adresse complète du bureau de perception des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;

3^o les noms, prénoms et domiciles de tous les continuateurs;

4^o la dénomination ou la raison sociale, l'activité, le numéro d'entreprise ainsi que l'adresse de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60*bis* du Code des droits de succession, est sollicité;

4^o*bis* lorsque l'entreprise est un petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés, la dénomination ou la raison sociale, l'activité, le numéro d'entreprise ainsi que l'adresse des filiales de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60*bis* du Code des droits de succession, est sollicité;

5^o - soit le nombre de travailleurs engagés par l'entreprise sous contrat de travail et soumis à l'O.N.S.S., exprimé en équivalent temps plein, au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre du décès du de cujus. Ne sont pas concernés, les travailleurs visés à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

- soit le nombre et l'identité des personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise;

6^o la valeur nette des droits réels sur des biens visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession ou sur tous les titres et créances visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 2^o, du Code des droits de succession, calculée conformément à l'article 60*bis*, § 2, du Code des droits de succession, ainsi que le nombre et la nature des titres qui sont en possession du défunt ou des continuateurs avant et après le décès;

7^o dans le cas où est sollicitée l'application du taux réduit de l'article 60*bis*, § 1^{er}*bis*, 1^o, du Code des droits de succession, le lien entre le de cujus et les continuateurs, prescrit par l'article 60*bis*, § 1^{er}*bis*, 1^o, a), du Code des droits de succession;

8° dans le cas où est sollicitée l'application d'un des deux taux réduits de l'article 60bis, § 1^{er}bis, du Code des droits de succession, pour des créances :

- le montant nominal de ces créances;
- la déclaration que celles-ci ont un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercée soit par la société elle-même dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, a), premier tiret, du Code des droits de succession, soit par la société elle-même et ses filiales dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, a), deuxième tiret, du Code des droits de succession;
- le montant du capital social qui est réellement libéré et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction, ni d'un remboursement, dans le chef du défunt, à la date de son décès.

§ 3. La demande de délivrance de l'attestation est accompagnée de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° - soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'entreprise, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

- soit, pour les personnes physiques, l'annexe de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par le de cujus, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession;

1°bis lorsque l'entreprise est un petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés, les comptes annuels, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant le décès du de cujus, des filiales de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, est sollicité, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

2° - soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels, ou les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

- soit, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, les attestations délivrées par l'INASTI établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, ou les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants;

3° les copies du registre des titres nominatifs et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, a), alinéa 3, du Code des droits de succession;

5° dans le cas où est sollicitée l'application du taux réduit de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, du Code des droits de succession, une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, certifiant que l'entreprise répond aux conditions prescrites par l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1°, b), du Code des droits de succession;

6° lorsque les titres visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, du Code des droits de succession, consistent en des certificats se rapportant à des actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, est sollicité, une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, certifiant que ces certificats remplissent les conditions énumérées à l'article 60bis, § 1^{er}ter, b), du Code des droits de succession.

§ 4. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les continuateurs ou leur intermédiaire. Les continuateurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

Art. 4. L'administration délivre, par tout moyen faisant preuve de l'envoi, dans un délai n'excédant pas trente jours ouvrables calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 3, une attestation dont le modèle figure en annexe II du présent arrêté.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 2, ou n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 3, § 3, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires dont deux originaux et une copie certifiée conforme, datés et signés par le directeur général de l'administration ou son délégué. Le premier original est notifié aux continuateurs ou à leur intermédiaire et est destiné à être joint à la déclaration de succession et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, la copie étant gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires, dont deux originaux et une copie certifiée conforme, datés et signés par le Directeur général de l'administration ou son délégué. Le premier original est délivré aux continuateurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, tandis que la copie est gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Art. 5. Les continuateurs ayant bénéficié du taux réduit sur les droits de succession sont tenus de communiquer à l'administration au cours de chacune des cinq années qui suivent le décès du de cujus et au plus tard à la fin du trimestre anniversaire du trimestre du décès du de cujus, une déclaration dont le modèle figure en annexe III du présent arrêté, attestant que les conditions visées à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession, restent remplies.

Cette déclaration mentionne le numéro de l'attestation délivrée en vertu de l'article 4 et est accompagnée d'une copie certifiée sincère des documents suivants :

1° - soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'entreprise, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant la date anniversaire du décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

- soit, pour les personnes physiques, l'annexe de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par chaque continuateur avant la date anniversaire du décès du de cujus, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession;

1°bis lorsque l'entreprise est un petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés, les comptes annuels, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant la date anniversaire du décès du de cujus, des filiales de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, a été sollicité, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

2° - soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels, ou les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, afférents aux quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus;

- soit, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, les attestations délivrées par l'INASTI établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, ont été en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus, ou les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, ont été en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus;

3° les copies du registre des titres nominatifs et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, a), alinéa 3, du Code des droits de succession.

Art. 6. L'administration délivre aux continueurs ou à leur intermédiaire, par tout moyen faisant preuve de l'envoi, dans un délai n'excédant pas trente jours ouvrables calculé à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 5, une attestation dont le modèle figure en annexe IV du présent arrêté.

Lorsque la déclaration n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 5, alinéa 2, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continueurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la déclaration, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'administration délivre aux continueurs ou à leur intermédiaire, un exemplaire original et une copie certifiée conforme de l'attestation.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires, dont deux originaux datés et signés par le directeur général de l'administration ou son délégué et une copie certifiée conforme. Le premier original est délivré aux continueurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, tandis que la copie est gardée par les continueurs ou leur intermédiaire.

Art. 7. En cas de décision défavorable en ce qui concerne les attestations visées aux articles 4 et 6 du présent arrêté, les continueurs ou leur intermédiaire peuvent introduire un recours par pli recommandé auprès de l'administration dans un délai de trente jours à dater de la réception de la notification de la décision.

L'administration instruit le recours et communique le dossier au Ministre. Le Ministre statue sur le recours par une décision motivée, notifiée aux continueurs dans un délai de six mois à dater de la réception du recours.

Art. 8. En vue de simplifier le traitement administratif des demandes et des attestations, le Ministre peut arrêter des modèles de formulaires différents des annexes I^{er} à IV au présent arrêté, pour ce qui concerne leur obtention ou remplissage par voie informatique.

Ces modèles différents arrêtés par le Ministre doivent toutefois comporter les mêmes mentions que les annexes I^{er} à IV au présent arrêté.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises, est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Il s'applique à la transmission d'une entreprise faisant partie de la succession d'une personne décédée à partir du 1^{er} janvier 2005.

Art. 11. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 mai 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Annexe I^e

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 5100 Jambes
 Tél. : 081-33 31 11

Formulaire de demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises en application de l'article 60bis du Code des droits de succession

Partie I^{re} : Renseignements relatifs à la succession

L'attestation qui fait l'objet de la présente demande sera utilisée pour solliciter l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession

Cette attestation sera annexée à la déclaration de succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : à

Décédé(e) le à

Domicilié(e) en dernier lieu à

..... (adresse complète)

qui sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau du receveur établi à :

..... (adresse complète du bureau du receveur compétent)

dont la (les) personne(s) ci-après est (sont) le(s) continuateur(s) :

Nom	Prénoms	Adresse	Lien de parenté avec le de cujus
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
...			

La (les) personne(s) précitée(s) présente(nt) la demande de délivrance de l'attestation et désigne(nt) le mandataire suivant, en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

Tél :

Fax :

Taux réduit sollicité (à marquer par une croix)	
- 0 % (art. 60bis, § 1 ^{er} bis, 1 ^o , du Code des droits de succession)	
- 3 % (art. 60bis, § 1 ^{er} bis, 2 ^o , du Code des droits de succession)	

Partie II : Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique
Nom :
Prénoms :
Adresse :
N° entreprise :
Description succincte de l'activité :
.....
II. 2. a. Personne morale
Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....
.....
II. 2. b. Petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés
EN CE QUI CONCERNE L'ENTREPRISE POUR LAQUELLE LE TAUX REDUIT EST SOLLICITE :
Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....
.....
EN CE QUI CONCERNE LES FILIALES DE L'ENTREPRISE POUR LAQUELLE LE TAUX REDUIT EST SOLLICITE :
1. Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....
.....
2. Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....
.....

3. Dénomination commerciale :

 Raison sociale :
 Forme juridique :
 Adresse du siège social :
 Adresse du siège d'exploitation :
 N° entreprise :
 N° de Code NACE et description succincte de l'activité :

II. 3. a. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès, exprimés en équivalent temps plein

Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25= B	
1 ^{er}					
2 ^e					
3 ^e					
4 ^e					

II. 3. b. Personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès, exprimés en équivalent temps plein

Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25= B	
1 ^{er}					
2 ^e					
3 ^e					
4 ^e					

II. 4. a. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès, exprimés en équivalent temps plein

Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^e	
3 ^e	
4 ^e	

II. 4. b. Personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et occupés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès, exprimés en équivalent temps plein

Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^e	
3 ^e	
4 ^e	

II. 5. a. Valeur nette des droits réels sur des titres visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), du Code des droits de succession.

a) Nombre de titres composant le capital social :

- Valeur nette de l'ensemble des titres :

Nombre	Nature	Valeur nette

b) Situation avant le décès du de cujus :

- nombre de titres en possession du de cujus :

Nombre	Nature	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continuateurs :

Nom et prénom	Nombre	Nature	Valeur nette
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Situation après le décès du de cujus :

- nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Nature	Valeur nette
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 5. b. Valeur nette des droits réels sur des créances visées à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, b), du Code des droits de succession.

a) Créances ayant un lien direct avec l'activité de l'entreprise :

Montant nominal	Créancier	Solde restant dû en principal à la du décès du de cujus

b) Etat du capital social à la date du décès du de cujus :

Capital souscrit (à l'exclusion des bénéficiaires incorporés au capital)	Partie du capital souscrit réellement libéré à la date du décès du de cujus	Partie du capital souscrit qui a fait l'objet d'une réduction ou d'un remboursement, dans le chef du défunt, à la date de son décès

II. 6. Valeur nette et liste des droits réels sur des biens visés à l'article 60bis, § 1 ^{er} , 1 ^o , du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques

Partie III : Annexes à joindre.

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées sincères des documents suivants :

1^o - soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'entreprise, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise,

- soit, pour les personnes physiques, l'annexe de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par le de cujus, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession;

1^{obis} lorsque l'entreprise est un petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés, les comptes annuels, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant le décès du de cujus, des filiales de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, est sollicité, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

2^o - soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels, ou les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale, afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

- soit, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, les attestations délivrées par l'INASTI établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, ou les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants;

3^o les copies du registre des titres nominatifs et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4^o le cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), alinéa 3, du Code des droits de succession;

5^o dans le cas où est sollicitée l'application du taux réduit de l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1^o, du Code des droits de succession, une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, certifiant que l'entreprise répond aux conditions prescrites par l'article 60bis, § 1^{er}bis, 1^o, b), du Code des droits de succession;

6^o lorsque les titres visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, du Code des droits de succession, consistent en des certificats se rapportant à des actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, est sollicité, une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, certifiant que ces certificats remplissent les conditions énumérées à l'article 60bis, § 1^{er}ter, b), du Code des droits de succession.

Partie IV : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu du chapitre XIII du Code des droits de succession, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande	Numéro de dossier attribué	Traité par
Le dossier est complet Oui Non	Documents manquants demandés le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2005 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 26 mai 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Annexe II

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tél. : 081-33 31 11

Attestation

La présente attestation est délivrée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, à :

.....

(noms, prénoms, adresses)

ayant présenté une demande à cet effet le :

en leur qualité de continueurs de :

Nom et prénoms :

né(e) le : et décédé(e) le :

pour lequel (laquelle) la déclaration de succession sera déposée, conformément à l'article 38 du Code des droits de succession, au bureau des droits de succession établi à :

.....

et ayant désigné en qualité d'intermédiaire la personne mentionnée ci-après, à laquelle toute signification et communication peuvent être valablement faites par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

Numéro de téléphone : numéro de télécopie :

Concernant l'entreprise :

ayant son siège à :

dont le n° d'entreprise est :

Décision de l'administration	
L'entreprise <ul style="list-style-type: none"> • remplit • ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession visée à l'article 60bis, § 1 ^{er} du Code des droits de succession, pour les raisons suivantes	
1. 60bis, § 1 ^{er}	(6)
2. 60bis, § 1 ^{er} , 1 ^o	
3. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , a), alinéa 1 ^{er}	
4. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , a), alinéa 2	
5. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , a), alinéa 3	

La présente attestation portant le numéro de dossier et est délivrée le

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

<p>Avis important</p> <p>Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3^e étage, à 5100 Jambes.</p> <p>Dans un délai de six mois, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.</p>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2005 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 26 mai 2005.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine.
 M. DAERDEN

Annexe III

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tél. : 081-33 31 11

Notification annuelle du respect des conditions visées à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession.

Partie I^{re} : Renseignements relatifs à la succession

La présente notification est relative à l'attestation délivrée en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises portant le numéro de dossier, délivrée aux personnes mentionnées ci-après le concernant la succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : et décédé(e) le :

Domicilié(e) en dernier lieu à :

pour lequel (laquelle) une déclaration de succession a été déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau des droits de succession, établi à :

le et est inscrite sous le numéro :

Le ou les continuateurs mentionnés ci-après :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

ayant désigné le mandataire suivant en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénoms :

Adresse :

N° de téléphone : N° de télécopie :

Déclare(nt) :

1° qu'il(s) a (ont) bénéficié d'une réduction des droits de succession en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession;

2° que l'entreprise a poursuivi une activité au cours de l'exercice, soit dans le chef de l'entreprise visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession, soit dans le chef de la société elle-même dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), premier tiret, du Code des droits de succession, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), deuxième tiret, du Code des droits de succession;

3° que le nombre de travailleurs dans l'entreprise, lorsque l'entreprise emploie du personnel inscrit à l'Office national de la Sécurité sociale, ou le nombre de personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, exprimé en unités de temps plein a été maintenu à 75 % du nombre déterminé dans la demande de délivrance d'attestation faite le, soit dans le chef de l'entreprise visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession, soit dans le chef de la société elle-même dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), premier tiret, du Code des droits de succession, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales dans le cas d'une société visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 2^o, a), deuxième tiret, du Code des droits de succession;

4° que les avoirs investis ou le capital social n'a pas diminué à la suite de prélèvements ou de distributions.

Partie II : Renseignements relatifs à l'entreprise.

II. 1. Personne physique
Nom :
Prénoms :
Adresse :
N° entreprise :
Description succincte de l'activité :
.....
II. 2. a. Personne morale
Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
Numéro de code NACE :
Description succincte de l'activité :
.....
II. 2. b. Petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés
EN CE QUI CONCERNE L'ENTREPRISE POUR LAQUELLE LE TAUX REDUIT EST SOLLICITE :
Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
Numéro de code NACE :
Description succincte de l'activité :
.....

EN CE QUI CONCERNE LES FILIALES DE L'ENTREPRISE POUR LAQUELLE LE TAUX REDUIT EST SOLLICITE :
1. Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....
2. Dénomination commerciale :
Raison sociale :
Forme juridique :
Adresse du siège social :
Adresse du siège d'exploitation :
N° entreprise :
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :
.....

3. Dénomination commerciale :

 Raison sociale :
 Forme juridique :
 Adresse du siège social :
 Adresse du siège d'exploitation :
 N° entreprise :
 N° de Code NACE et description succincte de l'activité :

II. 3. a. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès, exprimés en équivalent temps plein					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2 ^e					
3 ^e					
4 ^e					

II. 3. b. Personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, au cours des quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès, exprimés en équivalent temps plein					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2 ^e					
3 ^e					
4 ^e					

II. 4. a. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès, exprimés en équivalent temps plein	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^e	
3 ^e	
4 ^e	

II. 4. b. Personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et occupés au cours des quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès, exprimés en équivalent temps plein	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^e	
3 ^e	
4 ^e	

II. 5. Composition du capital social.

a) Nombre de titres composant le capital social - Valeur nette de l'ensemble des titres :

Nombre	Nature	Valeur nette

b) Rappel de la situation avant le décès du de cujus :

- nombre de titres en possession du de cujus :

Nombre	Nature	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continueurs :

Nom et prénom	Nombre	Nature	Valeur nette
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Modifications annuelles de l'actionnariat.

Au terme de chaque année écoulée, communiquer les modifications intervenues dans l'actionnariat durant la période de cinq années qui suit le décès du de cujus :

Nom et prénom	Nombre	Nature	Valeur nette
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 6. Valeur nette et liste des droits réels sur des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques

Partie III : Annexes à joindre

Les copies certifiées sincères des documents suivants sont jointes à la présente notification :

1° - soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'entreprise, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant la date anniversaire du décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise,

- soit, pour les personnes physiques, l'annexe de la dernière déclaration en matière d'impôt des personnes physiques déposée par chaque continuateur avant la date anniversaire du décès du de cujus, ainsi que la liste des biens affectés à l'exploitation visée à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession;

1°bis lorsque l'entreprise est un petit groupe visé par l'article 16 du Code des sociétés, les comptes annuels, en ce compris le bilan social, pour le dernier exercice clôturé avant la date anniversaire du décès du de cujus, des filiales de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, a été sollicité, établis conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise;

2° - soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels, ou les déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale, afférents aux quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus;

- soit, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise, les attestations délivrées par l'INASTI établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, ont été en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus, ou les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, établissant que les personnes indépendantes, liées à titre principal à l'entreprise, ont été en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants pendant les quatre trimestres précédant chaque trimestre anniversaire du décès du de cujus;

3° les copies du registre des titres nominatifs et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, 2°, a), alinéa 3 du Code des droits de succession.

Partie IV : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu du chapitre XIII du Code des droits de succession, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures :

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la notification :	N° d'attestation initiale :
Traité par :	Le dossier est complet Oui Non
Documents manquants demandés le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2005 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 26 mai 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

Annexe IV

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tél. : 081-33 31 11

Attestation annuelle délivrée conformément à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession.

Vu la première attestation délivrée en date du à :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Continueur(s) de :

Nom, prénoms :

Décédé(e) le :

Au(x)quel(s) la réduction des droits de succession a été accordée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession

en ce qui concerne l'entreprise :

ayant son siège à :

dont le n° d'entreprise est :

Le soussigné atteste que :

1° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession sont remplies conformément à l'article 60bis du Code des droits de succession	
2° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession visée à l'article 60bis, § 1 ^{er} , du Code des droits de succession, ne sont plus remplies pour les raisons suivantes	
a. Art. 60bis, § 3, 1 ^o	
b. Art. 60bis, § 3, 2 ^o	
c. Art. 60bis, § 3, 3 ^o	

La présente attestation est délivrée le et remplace l'attestation délivrée en date du

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

Avis important. Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3^e étage, à 5100 Jambes.

Dans un délai de six mois, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2005 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 26 mai 2005.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,
 M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1450

[2005/201532]

**26. MAI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung
über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erbschaftssteuergesetzbuchs, insbesondere Artikel 60*bis* § 3 4° und 5°, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer;

Aufgrund des am 9. März 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. März 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. April 2005 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister der Finanzen;

2° Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuchs: der Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuchs, so wie er in der Wallonischen Region anwendbar ist;

3° Betrieb: die natürliche oder juristische Person im Sinne von Artikel 60*bis* § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

4° Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° Fortsetzer: die Personen, die im Sinne des Artikels 60*bis* des Erbschaftssteuerbuchs ein dingliches Recht auf Güter, Wertpapiere oder Schuldforderungen erhalten;

6° Vermittler: der von den Fortsetzern bezeichnete Bevollmächtigte, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann;

7° Werktage: alle Tage, mit Ausnahme der Samstage, Sonntage und der gesetzlichen Feiertage, wobei Artikel 53 des Gerichtsgesetzbuchs auf die Fälligkeit der Frist anwendbar ist;

Art. 2 - Der Generaldirektor der Verwaltung ist befugt, die in Artikel 60*bis*, § 3 4° des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Bescheinigungen auszustellen. Er kann diese Befugnis den Beamten der Verwaltung übertragen.

Art. 3 - § 1 - Der Antrag auf Ausstellung der in Artikel 60*bis* § 3 4° des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Bescheinigung wird durch die Fortsetzer oder ihren Vermittler an die Verwaltung gerichtet; hierbei kann jedes Mittel verwendet werden, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann.

§ 2 - Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung, für den in der Anlage I ein Muster beigelegt wird, umfasst folgende Informationen:

1° Name, Vornamen, Geburtsdatum, Sterbedatum und letzter Wohnsitz des Erblassers;

2° die vollständige Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuchs angemeldet wird;

3° Name, Vorname und Wohnsitz eines jeden Fortsetzers;

4° die Gesellschaftsbezeichnung oder die Firma, die Tätigkeit, die Betriebsnummer sowie die Anschrift des Betriebs, für den die Anwendung des in Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuchs vorgesehenen Vorteils beantragt wird;

4*bis* wenn der Betrieb eine kleine Gruppe im Sinne von Artikel 16 des Gesetzbuchs über die Gesellschaften ist, die Gesellschaftsbezeichnung oder die Firma, die Tätigkeit, die Betriebsnummer sowie die Anschrift der Tochtergesellschaften des Betriebs, für den die Anwendung des in Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuchs vorgesehenen Vorteils beantragt wird;

5° - entweder die Anzahl der Arbeitnehmer, die mit dem Betrieb in einem Arbeitsvertragsverhältnis stehen und beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragen sind, ausgedrückt in Vollzeiteneinheiten, und zwar für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist. Die in Artikel 5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge angeführten Arbeitnehmer sind nicht betroffen;

- oder die Anzahl und die Personalien der selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind;

6° den gemäß Artikel 60*bis* § 2 des Erbschaftssteuergesetzbuchs berechneten Nettowert der dinglichen Rechte auf in Artikel 60*bis* § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführte Güter oder auf alle in Artikel 60*bis* § 1 2° des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Wertpapiere und Schuldforderungen, sowie die Anzahl und die Art der Wertpapiere, die vor und nach dem Ableben im Besitz des Verstorbenen oder der Fortsetzer sind;

7° falls die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes gemäß Artikel 60*bis* § 1*bis* 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wird, das Band zwischen dem Erblasser und den Fortsetzern, das gemäß Artikel 60*bis* § 1*bis* 1° a), des Erbschaftssteuergesetzbuchs vorgeschrieben ist;

8° falls die Anwendung eines der zwei ermäßigten Steuersätze gemäß Artikel 60*bis* § 1*bis* des Erbschaftssteuer-gesetzbuchs beantragt wird, für Schuldforderungen:

- den Nennbetrag dieser Schuldforderungen;

- die Erklärung, dass diese Schulforderungen einen direkten Zusammenhang mit den Bedürfnissen der industriellen, gewerblichen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit, des freien Berufs, des Auftrags oder des Amtes haben, deren/dessen Ausübung die Sache der Gesellschaft selbst ist wenn es sich um eine Gesellschaft nach Artikel 60bis § 1 2° a), erster Strich, des Erbschaftssteuergesetzbuchs handelt, oder die Sache der Gesellschaft selbst und ihrer Tochtergesellschaften ist wenn es sich um eine Gesellschaft nach Artikel 60bis § 1 2°, a), zweiter Strich, des Erbschaftssteuergesetzbuchs handelt;

- den Betrag des Betriebskapitals, das wirklich eingezahlt worden ist, und nicht Gegenstand weder einer Ermäßigung noch einer Rückzahlung beim Verstorbenen an seinem Sterbedatum war.

§ 3 - Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden beglaubigte Abschriften folgender Schriftstücke beigefügt:

1° - entweder, für juristische Personen, der Jahresabschluss des Betriebs einschließlich der Sozialbilanz für das letzte vor dem Ableben des Erblassers abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuchs über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

- oder, für natürliche Personen, die Anlage zur letzten Personensteuererklärung des Erblassers sowie die Liste der für den Betrieb bestimmten Güter gemäß Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

1°bis wenn der Betrieb eine kleine Gruppe im Sinne im Sinne von Art. 16 des Gesetzbuchs über die Gesellschaften ist, der Jahresabschluss der Tochtergesellschaften des Betriebs, für den der Anspruch auf den Vorteil nach Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wird, einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Ableben des Erblassers abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuchs über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

2° - entweder die statistischen Erklärungen für das Landesamt für soziale Sicherheit und die individuellen Aufstellungen, oder die multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit bezüglich der vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, in denen die Anzahl der im Betrieb tätigen Arbeitnehmer in Vollzeitheiten angegeben wird.

- oder, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, die Atteste des Nationalen Instituts für Sozialversicherung der Selbstständigen, durch die bescheinigt wird, dass die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, in denen bescheinigt wird, dass die die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind;

3° die Abschriften des Verzeichnisses der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in Artikel 60bis § 1 2° a) Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Kapitalbeteiligungsvertrags;

5° falls die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes gemäß Artikel 60bis § 1bis 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wird, ein von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchprüfer unterzeichnetes Attest, durch welches bescheinigt wird, dass der Betrieb den Bedingungen gemäß Artikel 60bis § 1bis 1° b) des Erbschaftssteuergesetzbuchs genügt;

6° wenn es sich bei den in Artikel 60bis § 1 2° des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Wertpapieren um Atteste in Zusammenhang mit Aktien, Gewinnanteilen, Vorkaufsrechten und Anteilen des Betriebs handelt, für den die Anwendung des in Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs vorgesehenen Vorteils beantragt wird, ein von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchprüfer unterzeichnetes Attest, durch welches bescheinigt wird, dass diese Bescheinigungen die in Artikel 60bis § 1ter b) des Erbschaftssteuergesetzbuchs genügen.

§ 4 - Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler datiert und unterzeichnet. Die Fortsetzer oder ihr Vermittler geben eine ehrenwörtliche Erklärung ab, in der sie die Richtigkeit und Vollständigkeit der übermittelten Angaben und beigefügten Schriftstücke bescheinigen.

Art. 4 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Werktagen ab dem Eingang des in Artikel 3 angeführten Antrags stellt die Verwaltung durch jedes Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann, eine Bescheinigung nach dem in der Anlage II des vorliegenden Erlasses beigefügten Muster aus.

Umfasst der Antrag nicht die gesamten in Artikel 3 § 2 angeführten Angaben oder fehlen die in Artikel 3 § 3 angeführten Beweisstücke, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind. In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags mit, dass dieser unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Bei einem günstigen Beschluss, wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale und eine beglaubigte Abschrift, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden. Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler zugestellt und dient dazu, der Erbschaftsanmeldung beigefügt zu werden. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnehmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler aufbewahrt.

Bei einem ungünstigen Beschluss, wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale und eine beglaubigte Abschrift, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden. Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler ausgehändigt und das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnehmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler aufbewahrt.

Art. 5 - Die Fortsetzer, die auf den ermäßigten Erbschaftssteuersatz Anspruch gehabt haben, sind verpflichtet, im Laufe jedes der fünf auf das Todesjahr des Erblassers folgenden Jahre und spätestens am Ende des Quartals, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, eine Erklärung an die Verwaltung zu richten, für die in der Anlage III des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird und die bescheinigt, dass die in Artikel 60bis § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuchs angeführten Bedingungen noch stets erfüllt sind.

Diese Erklärung gibt die Nummer der gemäß Artikel 4 ausgestellten Bescheinigung an. Ebenfalls beigefügt wird eine beglaubigte Abschrift der folgenden Dokumente:

1° - entweder, für juristische Personen, der Jahresabschluss des Betriebs einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

- oder, für natürliche Personen, die Anlage zur letzten von jedem Fortsetzer vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, hinterlegenen Personensteuererklärung sowie die Liste der für den Betrieb bestimmten Güter gemäß Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

1bis° wenn der Betrieb eine kleine Gruppe im Sinne im Sinne von Art. 16 des Gesetzbuchs über die Gesellschaften ist, der Jahresabschluss der Tochtergesellschaften des Betriebs, für den der Anspruch auf den Vorteil nach Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wurde, einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

2° - entweder die statistischen Erklärungen für das Landesamt für soziale Sicherheit und die individuellen Aufstellungen, oder die multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit bezüglich der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, in denen die Anzahl der im Betrieb tätigen Arbeitnehmer in Volleinheiten während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, angegeben wird;

- oder, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, die Atteste des Nationalen Instituts für Sozialversicherung der Selbstständigen, durch die bescheinigt wird, dass die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen während der vier Quartale vor dem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, in Ordnung mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge gewesen sind, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt wurden, in denen bescheinigt wird, dass die die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen während der vier Quartale vor dem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, in Ordnung mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge gewesen sind;

3° die Abschriften des Verzeichnisses der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in Artikel 60bis § 1 2° a) Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Kapitalbeteiligungsvertrags;

Art. 6 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Werktagen ab dem Eingang der in Artikel 5 angeführten Erklärung händigt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler durch jedes Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann, eine Bescheinigung nach dem in der Anlage IV des vorliegenden Erlasses beigefügten Muster aus.

Umfasst die Erklärung nicht die gesamten in Artikel 5 Absatz 2 angeführten Beweisstücke, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind. In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Werktagen ab dem Eingang der Erklärung mit, dass diese unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Bei einem günstigen Beschluss händigt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler ein Original und eine beglaubigte Abschrift der Bescheinigung aus.

Bei einem ungünstigen Beschluss, wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datierte und unterzeichnete Originale und eine beglaubigte Abschrift. Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler ausgehändigt und das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler aufbewahrt.

Art. 7 - Bei einem ungünstigen Beschluss hinsichtlich der in Art. 4 und 6 des vorliegenden Erlasses Bescheinigungen können die Fortsetzer oder ihr Vermittler innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab der Zustellung des Beschlusses per Einschreiben Einspruch bei der Verwaltung einlegen.

Die Verwaltung untersucht den Einspruch und übermittelt dem Minister die Akte. Der Minister fasst einen begründeten Beschluss über den Einspruch, der den Fortsetzern innerhalb 6 Monaten ab dem Eingang des Einspruchs zugestellt wird.

Art. 8 - Zwecks der Vereinfachung der verwaltungsmäßigen Bearbeitung der Anträge und Bescheinigungen kann der Minister im Hinblick auf den Empfang oder das Ausfüllen von Formularen per Computer, Muster von Formularen festlegen, die von den Anlagen I bis IV zum vorliegenden Erlass abweichen.

Diese abweichenden, vom Minister festgelegten Formulare müssen jedoch die gleichen Angaben anführen wie diejenigen von den Anlagen I bis IV zum vorliegenden Erlass.

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer wird aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Er ist auf die Übertragung von Betrieben anwendbar, die zur Erbschaft jeglicher Person gehören, die ab dem 1. Januar 2005 verstorben ist.

Art. 11 - Der Minister der Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Mai 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Anlage I

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 5100 Jambes
 Tel.: 081-33 31 11

Antragsformular für die Ausstellung der Bescheinigung zwecks Anwendung des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in Anwendung des Artikels 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die Bescheinigung, die Gegenstand des vorliegenden Antrags ist, wird benutzt, um den in Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteil zu beantragen.

Diese Bescheinigung wird der Erbfallanmeldung betreffend folgende Person beigefügt:

Name und Vornamen:

Geboren am: in

Verstorben am in

Letzter Wohnsitz in

..... (vollständige Anschrift)

die gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Amt des Einnehmers von

..... (vollständige Anschrift des zuständigen Einnahmeamtes)

deren Fortsetzer die nachstehend angeführte(n) Person(en) ist/sind:

Name	Vornamen	Anschrift	Verwandschaft mit dem Erblasser
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
...			

Die vorangeführte(n) Person(en) stellen den Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung und bezeichnen folgenden Bevollmächtigten als Vermittler, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

Tel.:

Fax:

Beantragter ermäßigter Satz (die entsprechende Zeile bitte ankreuzen)	
- 0% (Art. 60bis § 1bis 1°, des Erbschaftssteuergesetzbuchs)	
- 3% (Art. 60bis § 1bis 2°, des Erbschaftssteuergesetzbuchs)	

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person
Name:
Vornamen:
Anschrift:
Nr. des Betriebs:
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

II. 2. a. Juristische Person

Handelsbezeichnung:

Firma:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

Nr. des Betriebs:

NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

.....

.....

II. 2. b. Kleine Gruppe nach Art. 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften

WAS DEN BETRIEB ANGEHT, FÜR DEN DER ERMÄSSIGTE SATZ BEANTRAGT WIRD

Handelsbezeichnung:

Firma:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

Nr. des Betriebs:

NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

.....

.....

WAS DIE TOCHTERGESELLSCHAFTEN DES BETRIEBS ANGEHT, FÜR DEN DER ERMÄSSIGTE SATZ BEANTRAGT WIRD

1. Handelsbezeichnung:

Firma:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

Nr. des Betriebs:

NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

.....

.....

2. Handelsbezeichnung:

Firma:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

Nr. des Betriebs:

NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

.....

.....

3. Handelsbezeichnung:

 Handelsbezeichnung:
 Firma:
 Rechtsform:
 Anschrift des Gesellschaftssitzes:
 Anschrift des Betriebssitzes:
 Nr. des Betriebs:
 NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

II. 3. a. Während der vier Quartale vor dem Quartal des Sterbefalls beschäftigte Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten

Quartal	Arbeit 5 Tage/Woche		Arbeit 6 Tage/Woche		Gesamt A + B
	Anzahl Tage	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1.					
2.					
3.					
4.					

II. 3. b. Selbstständige Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten während der vier Quartale vor dem Quartal des Sterbefalls die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, in Vollzeiteinheiten

Quartal	Arbeit 5 Tage/Woche		Arbeit 6 Tage/Woche		Gesamt A + B
	Anzahl Tage	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1.					
2.					
3.					
4.					

II. 4. a. Der geltenden Gesetzgebung im Bereich der sozialen Sicherheit eines Mitgliedstaats der EU unterworfenen Arbeitnehmer, die während der vier Quartale vor dem Quartal des Sterbefalls beschäftigt waren, in Vollzeiteinheiten

Quartal	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten
1.	
2.	
3.	
4.	

II. 4. b. Selbstständige Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten während der vier Quartale vor dem Quartal des Sterbefalls die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind und der in einem Mitgliedstaat der EU geltenden Gesetzgebung in Sachen Sozialsicherheit unterworfen sind, in Vollzeiteinheiten

Quartal	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten
1.	
2.	
3.	
4.	

II. 5. a. Nettowert der dinglichen Rechte auf in Artikel 60bis § 1 2° a) des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführte Wertpapiere

a) Anzahl Wertpapiere, die das Betriebskapital bilden - Nettowert der gesamten Wertpapiere:

Anzahl	Art	Nettowert

b) Lage vor dem Tod des Erblassers:

- Anzahl Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Art	Nettowert

- Anzahl Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Art	Nettowert
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Lage nach dem Tod des Erblassers: - Anzahl Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Art	Nettowert
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 5. b. Nettowert der dinglichen Rechte auf in Artikel 60bis § 1 2° b) des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführte Forderungen

a) Forderungen, die einen direkten Zusammenhang mit der Tätigkeit des Betriebs haben:

Nennbetrag	Gläubiger	Noch zu zahlender Restbetrag in Kapital am Sterbedatum des Erblassers

b) Zustand des Betriebskapitals am Sterbedatum des Erblassers:

Gezeichnetes Kapital (mit Ausnahme der im Kapital aufgenommenen Gewinne)	Teil des gezeichneten Kapitals, der am Sterbedatum des Erblassers wirklich eingezahlt ist	Teil des gezeichneten Kapitals, der am Sterbedatum Gegenstand einer Ermäßigung oder einer Rückzahlung beim Verstorbenen war

II. 6 Nettowert und Auflistung der dinglichen Rechte auf in Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführte Güter, so wie er sich aus der Anlage zur Personensteuererklärung ergibt

--

Teil III: Beizufügende Anlagen

Dem Formular zum Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden beglaubigte Abschriften folgender Schriftstücke beigefügt:

1° - entweder, für juristische Personen, der Jahresabschluss des Betriebs einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Sterben des Erblassers abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

- oder, für natürliche Personen, die Anlage zur letzten Personensteuererklärung des Erblassers sowie die Liste der für den Betrieb bestimmten Güter gemäß Artikel 60bis § 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

1°bis wenn der Betrieb eine kleine Gruppe im Sinne im Sinne von Art. 16 des Gesetzbuchs über die Gesellschaften ist, der Jahresabschluss der Tochtergesellschaften des Betriebs, für den der Anspruch auf den Vorteil nach Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wird, einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Sterben des Erblassers abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

2° - entweder die statistischen Erklärungen für das Landesamt für soziale Sicherheit und die individuellen Aufstellungen, oder die multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit bezüglich der vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt wurden, in denen die Anzahl der im Betrieb tätigen Arbeitnehmer in Vollzeiteneinheiten angegeben wird.

- oder, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, die Atteste des Nationalen Instituts für Sozialversicherung der Selbstständigen, durch die bescheinigt wird, dass die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, in denen bescheinigt wird, dass die die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind;

3° die Abschriften des Verzeichnisses der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in Artikel 60bis § 1 2° a) Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Kapitalbeteiligungsvertrags;

5° falls die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes gemäß Artikel 60bis § 1bis 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs beantragt wird, ein von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchprüfer unterzeichnetes Attest, durch welches bescheinigt wird, dass der Betrieb den Bedingungen gemäß Artikel 60bis, § 1bis, 1°, b), des Erbschaftsteuergesetzbuches genügt;

6° wenn es sich bei den in Artikel 60bis, § 1, 2° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Wertpapieren um Atteste in Zusammenhang mit Aktien, Gewinnanteilen, Vorkaufrechten und Anteilen des Betriebs handelt, für den die Anwendung des in Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteils beantragt wird, ein von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchprüfer unterzeichnetes Attest, durch welches bescheinigt wird, dass diese Bescheinigungen die in Artikel 60bis § 1ter b) des Erbschaftssteuergesetzbuches genügen.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, dass sie sich gemäß Kapitel XIII des Erbschaftssteuergesetzbuchs strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum: Unterschriften

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Eingangsdatum des Antrags	Zugeteilte Aktennummer	Sachbearbeiter
Die Akte ist vollständig Ja Nein	Fehlende Unterlagen gefragt am —	Fehlende Unterlagen oder Auskünfte erhalten am

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2005 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 26. Mai 2005

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Anlage II

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel.: 081-33 31 11

Bescheinigung

Die vorliegende Bescheinigung wird kraft Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs ausgestellt, zu Händen von:

.....

(Namen, Vornamen, Anschriften)

der/die einen Antrag eingereicht hat/haben am:

als Fortsetzer von:

Name und Vornamen:

Geboren am: und verstorben am:

wobei die betreffende Erbfallanmeldung gemäß Art. 38 des Erbschaftssteuergesetzbuchs bei folgendem Erbschaftssteuerbüro hinterlegt werden wird:

.....

und der/die folgende Person als Vermittler bezeichnet hat/haben, an welche die Verwaltung auf gültige Weise alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

Telefonnummer: Faxnummer:

Betreffend den Betrieb:

mit Sitz in:

mit Betriebsnummer:

Entscheidung der Verwaltung	
Der Betrieb <ul style="list-style-type: none"> • erfüllt • erfüllt nicht die erforderlichen Bedingungen, um die Erbschaftsteuerermäßigung nach Art. 60bis, § 1 des Erbschaftsteuergesetzbuchs in Anspruch nehmen zu können, und zwar aus folgenden Gründen	
1. 60bis § 1	(6)
2. 60bis § 1 1°	
3. 60bis § 1 2° a) Absatz 1	
4. 60bis § 1 2° a) Absatz 2	
5. 60bis § 1 2° a) Absatz 3	

Die vorliegende Bescheinigung mit der Aktennummer wird am ausgestellt

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

<p>Wichtige Mitteilung</p> <p>Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 30 Tagen ab der Zustellung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, place de la Wallonie 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes</p> <p>Innerhalb von sechs Monaten stellt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluss zu</p>

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2005 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 26. Mai 2005

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
 M. DAERDEN

Anlage III

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel.: 081-33 31 11

Jährliche Erklärung über die Beachtung der in Artikel 60bis § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen.

Teil I - Angaben über die Erbschaft

Die vorliegende Mitteilung bezieht sich auf die Bescheinigung mit der Aktennummer, die ausgestellt wurde, um in den Genuss des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu gelangen; sie wird den nachstehenden Personen am ausgehändigt, und betrifft die Erbschaft von:

Name und Vornamen:

Geboren am: und verstorben am:

Letzter Wohnsitz in

wobei eine Erbfallanmeldung gemäß Art. 38 des Erbschaftssteuergesetzbuchs bei folgendem Erbschaftsteuerbüro hinterlegt wurde:

am unter der Nummer:

Der oder die nachstehend erwähnten Fortsetzer:

Name	Vornamen	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

haben die unten erwähnte bevollmächtigte Person als Vermittler bezeichnet, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vornamen:

Anschrift:

Telefonnr. Faxnummer:

erklärt/erklären hiermit:

1° eine Erbschaftsteuerermäßigung kraft Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs erhalten zu haben:

2° dass der Betrieb im Laufe des Jahres seine Tätigkeit weitergeführt hat, entweder als Betrieb im Sinne von Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs, oder als die Gesellschaft selbst im Falle eines Betriebs im Sinne von Artikel 60bis § 1 2° a), erster Strich des Erbschaftssteuergesetzbuchs, oder aber als die Gesellschaft selbst und ihre Tochtergesellschaften im Falle eines Betriebs im Sinne von Artikel 60bis § 1 2° a), zweiter Strich des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

3° dass die in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Anzahl Arbeitnehmer im Betrieb, wenn der Betrieb beim Landesamt für soziale Sicherheit eingetragenen Personal beschäftigt, oder die in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Anzahl selbstständiger Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, auf einem Niveau von 75% der in dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung vom festgelegten Anzahl erhalten wurde, entweder betreffend den Betrieb nach Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuchs oder betreffend die Gesellschaft selbst im Falle einer Gesellschaft im Sinne von Artikel 60bis § 1 2° a) erster Strich, des Erbschaftssteuergesetzbuchs, oder betreffend die Gesellschaft selbst und ihre Tochtergesellschaften im Falle einer Gesellschaft im Sinne von Artikel 60bis § 1 2° a) zweiter Strich, des Erbschaftssteuergesetzbuchs;

4° dass die investierten Mittel oder das Betriebskapital nicht durch Abbuchungen oder Auszahlungen verringert wurde.

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person
Name:
Vornamen:
Anschrift:
Nr. des Betriebs:
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:
II. 2. a. Juristische Person
Handelsbezeichnung:
Firma:
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Nr. des Betriebs:
NACE-Kennzahl:
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:
II. 2. b. Kleine Gruppe nach Art. 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften
WAS DEN BETRIEB ANGEHT, FÜR DEN DER ERMÄSSIGTE SATZ BEANTRAGT WIRD
Handelsbezeichnung:
Firma:
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Nr. des Betriebs:
NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....
WAS DIE TOCHTERGESELLSCHAFTEN DES BETRIEBS ANGEHT, FÜR DEN DER ERMÄSSIGTE SATZ BEANTRAGT WIRD
1. Handelsbezeichnung:
Firma:
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Nr. des Betriebs:
NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....
2. Handelsbezeichnung:
Firma:
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Nr. des Betriebs:
NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

3. Handelsbezeichnung:

 Firma:
 Rechtsform:
 Anschrift des Gesellschaftssitzes:
 Anschrift des Betriebssitzes:
 Nr. des Betriebs:
 NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:

II. 3. a. Während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, beschäftigte Arbeitnehmer in Vollzeiteneinheiten

Quartal	Arbeit 5 Tage/Woche		Arbeit 6 Tage/Woche		Gesamt A + B
	Anzahl Tage	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1.					
2.					
3.					
4.					

II. 3. b. Selbstständige Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, in Vollzeiteneinheiten

Quartal	Arbeit 5 Tage/Woche		Arbeit 6 Tage/Woche		Gesamt A + B
	Anzahl Tage	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1.					
2.					
3.					
4.					

II. 4. a. Der in einem Mitgliedstaat der EU geltenden Gesetzgebung in Sachen Sozialsicherheit unterworfenen Arbeitnehmer, die während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, beschäftigt waren, in Vollzeiteneinheiten

Quartal	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteneinheiten
1.	
2.	
3.	
4.	

II. 4. b. Selbstständige Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge in Ordnung sind, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, der geltenden Gesetzgebung eines EU-Mitgliedstaats in Sachen Sozialsicherheit unterworfen sind, und während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, beschäftigt waren, in Vollzeiteneinheiten 13

Quartal	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteneinheiten
1e	
2e	
3e	
4e	

II. 5. Zusammensetzung des Betriebskapitals

a) Anzahl Wertpapiere, die das Betriebskapital bilden - Nettowert der gesamten Wertpapiere:

Anzahl	Art	Nettowert

b) Lage vor dem Tod des Erblassers:

- Anzahl Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Art	Nettowert

- Anzahl Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Art	Nettowert
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Jährliche Änderungen in der Teilhaberstruktur.

Am Ende jedes abgelaufenen Jahres, die Änderungen der Teilhaberstruktur im Laufe der 5 Jahre nach dem Ableben des Erblassers mitteilen

Name und Vorname	Anzahl	Art	Nettowert
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 6 Nettowert und Auflistung der dinglichen Rechte auf in Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführte Güter, so wie er sich aus der Anlage zur Personensteuererklärung ergibt

--

Teil III Beizufügende Anlagen

Die als gleichlautend genehmigten Abschriften der folgenden Unterlagen werden der vorliegenden Zustellung beigelegt:

1° - entweder, für juristische Personen, der Jahresabschluss des Betriebs einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden,

- oder, für natürliche Personen, die Anlage zur letzten von jedem Fortsetzer vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, hinterlegenen Personensteuererklärung sowie die Liste der für den Betrieb bestimmten Güter gemäß Artikel 60bis § 1 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches;

1bis° wenn der Betrieb eine kleine Gruppe im Sinne im Sinne von Art. 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften ist, der Jahresabschluss der Tochtergesellschaften des Betriebs, für den der Anspruch auf den Vorteil nach Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches beantragt wurde, einschließlich der Sozialbilanz, für das letzte vor dem Tag, an dem sich der Tod des Erblassers jährt, abgeschlossene Geschäftsjahr, wobei diese Unterlagen in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder kraft der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung ausgestellt wurden;

2° - oder die statistischen Erklärungen für das Landesamt für soziale Sicherheit und die individuellen Aufstellungen, oder die multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit bezüglich der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, in denen die Anzahl der im Betrieb tätigen Arbeitnehmer in Volleinheiten während der vier Quartale vor jedem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, angegeben wird;

- oder, wenn der oder die Betreiber und ihr Ehepartner, ihr gesetzlich Zusammenwohnender, ihre Verwandten im ersten Grad und angeheirateten Verwandten die einzigen Beschäftigten im Betrieb sind, die Atteste des Nationalen Instituts für Sozialversicherung der Selbstständigen, durch die bescheinigt wird, dass die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen während der vier Quartale vor dem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, in Ordnung mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge gewesen sind, oder gleichwertige Unterlagen, die von den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt wurden, in denen bescheinigt wird, dass die die selbstständigen Personen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind, im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen während der vier Quartale vor dem Quartal, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, in Ordnung mit der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge gewesen sind;

3° die Abschriften des Verzeichnisses der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in Artikel 60bis § 1 2° a) Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Kapitalbeteiligungsvertrags;

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, dass sie sich gemäß Kapitel XIII des Erbschaftssteuergesetzbuchs strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Eingangsdatum der Mitteilung	Nr. der ursprünglichen Beteiligung:
Sachbearbeiter:	Die Akte ist vollständig Ja Nein
Fehlende Unterlagen gefragt am	Fehlende Unterlagen oder Auskünfte erhalten am

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2005 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 26. Mai 2005

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Anlage IV

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel.: 081-33 31 11

Jährliche Bescheinigung, ausgestellt gemäß Art. 60bis § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuchs.

Aufgrund der ersten Bescheinigung ausgestellt am an:

Name	Vornamen	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Fortsetzer von:

Name und Vornamen:

Verstorben am:

der/die eine Erbschaftsteuerermäßigung kraft Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs erhalten hat/haben

betreffend den Betrieb:

mit Sitz in:

mit Betriebsnummer:

Der (die) Unterzeichnete bescheinigt, dass:

1° Nach den Angaben und Unterlagen, die in der jährlichen Mitteilung vom unter Nr., übermittelt wurden, sind die erforderlichen Bedingungen, um die Erbschaftsteuerermäßigung nach Art. 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuchs in Anspruch zu nehmen, erfüllt.	
2° Nach den Angaben und Unterlagen, die in der jährlichen Mitteilung vom unter Nr., übermittelt wurden, sind die erforderlichen Bedingungen, um die Erbschaftsteuerermäßigung nach Art. 60bis § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuchs in Anspruch zu nehmen, aus folgenden Gründen nicht mehr erfüllt	
a. Art. 60bis § 3 1°	
b. Art. 60bis § 3 2°	
c. Art. 60bis § 3 3°	

Die vorliegende Bescheinigung wird am ausgehändigt, und ersetzt diejenige Bescheinigung, die am ausgestellt worden war.

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung. Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 30 Tagen ab der Zustellung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, place de la Wallonie 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.

Innerhalb von sechs Monaten stellt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluss zu.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2005 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 26. Mai 2005

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
 M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1450

[2005/201532]

**26 MEI 2005. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek der successierechten, inzonderheid op artikel 60bis, § 3, 4° en 5°, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 april 2005 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Financiën;

2° artikel 60bis van het Wetboek der successierechten : artikel 60bis van het Wetboek der successierechten, zoals toepasselijk in het Waalse Gewest;

3° onderneming : de natuurlijke of de rechtspersoon, bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der successierechten;

4° bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° voortzetters : de personen die een zakelijk recht op goederen, effecten of schuldvorderingen verkrijgen in de zin van artikel 60bis van het Wetboek der successierechten;

6° tussenpersoon : de door de voortzetters aangewezen gemachtigde aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig gericht kunnen worden door het bestuur;

7° werkdagen : alle dagen met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen, voorzover artikel 53 van het Gerechtelijk Wetboek na afloop van de termijn van toepassing is.

Art. 2. De directeur-generaal van het bestuur is bevoegd om de in artikel 60bis, § 3, 4°, van het Wetboek der successierechten bedoelde attesten af te geven. Hij kan deze bevoegdheid aan ambtenaren van zijn bestuur opdragen.

Art. 3. § 1^{er}. § 1. De voortzetters of hun tussenpersoon moeten hun aanvraag om attestafgifte bedoeld in artikel 60bis, § 3, 4°, van het Wetboek der successierechten door alle middelen die de verzendingsdatum kunnen bewijzen, aan het bestuur richten.

§ 2. Het aanvraagformulier voor de attestafgifte, dat moet beantwoorden aan het model in bijlage I bij dit besluit, bevat de volgende gegevens :

1° de naam, voornamen, geboortedatum, datum van overlijden van de de cujus en zijn laatste woonplaats;

2° het volledige adres van het ontvangkantoor der successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten zal worden neergelegd;

3° de naam, voornamen en woonplaats van alle voortzetters;

4° de benaming of de handelsnaam, de activiteit, het ondernemingsnummer alsmede het adres van de onderneming waarvoor het in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten bedoelde voordeel aangevraagd wordt;

4°bis wanneer de onderneming een in artikel 16 van het Wetboek der successierechten bedoelde kleine groep is, de benaming of de handelsnaam, de activiteit, het ondernemingsnummer alsmede het adres van de filialen van de onderneming waarvoor het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten wordt aangevraagd;

5° - ofwel het aantal werknemers die de onderneming, in de loop van de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, bij arbeidsovereenkomst voltijds in dienst genomen heeft en die onder de R.S.Z. vallen. De werknemers bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking;

- ofwel het aantal en de identiteit van de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn;

6° de nettowaarde van de zakelijke rechten op goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten, of op alle effecten en schuldvorderingen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der successierechten berekend overeenkomstig artikel 60bis, § 2, van het Wetboek der successierechten, alsook het aantal en de aard van de effecten in handen van de erflater of de voortzetters vóór en na het overlijden;

7° als de toepassing van het verlaagd tarief van artikel 60bis, § 1bis, 1°, van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, de band tussen de de cujus en de voortzetters bedoeld in artikel 60bis, § 1bis, 1), a), van het Wetboek der successierechten;

8° als de toepassing van één van beide verlaagde tarieven van artikel 60bis, § 1bis, van het Wetboek der successierechten voor schuldvorderingen wordt aangevraagd,

- het nominale bedrag van deze schuldvorderingen;

- het feit dat deze schuldvorderingen een rechtstreekse band hebben met de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, het vrij beroep, het ambt of de post, uitgeoefend ofwel door de vennootschap zelf in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a., eerste streepje van het Wetboek der successierechten, ofwel door de vennootschap zelf en door haar dochtervennootschappen in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a., tweede streepje, van het Wetboek der successierechten;

- het bedrag van het maatschappelijk kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de overledene op de datum van zijn overlijden;

§ 3. Bij de aanvraag om attestafgifte dienen voor eensluidend verklaard afschriften van de volgende bescheiden te worden gevoegd :

1° - hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van de onderneming, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

- hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de laatste aangifte in de personenbelasting ingediend door de de cujus alsmede de lijst van de voor de exploitatie bestemde goederen, bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1, van het Wetboek der successierechten;

1°bis wanneer de onderneming een kleine groep bedoeld in artikel 16 van het Wetboek van vennootschappen is, de jaarrekeningen, met inbegrip van de sociale balans voor het laatste boekjaar afgesloten vóór het overlijden van de de cujus, van de filialen van de onderneming waarvoor het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

2° - hetzij de statistische R.S.Z.-aangiften en de individuele staten of de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

- hetzij, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, de attesten afgegeven door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, of gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval het afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), derde lid, van het Wetboek der successierechten;

5° als de toepassing van het verlaagde tarief van artikel 60bis, § 1bis, 1°, van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, een attest getekend door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant en waaruit blijkt dat de overgedragen onderneming de voorwaarden van artikel 60bis, § 1bis, 1°, b), van het Wetboek der successierechten vervult;

6° wanneer de in artikel 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der successierechten, bedoelde aandelen certificaten zijn die betrekking hebben op aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en deelbewijzen van de onderneming waarvoor het in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten bedoelde voordeel wordt aangevraagd, een attest getekend door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant waaruit blijkt deze certificaten de in artikel 60bis, § 1ter, b), van het Wetboek der successierechten bedoelde voorwaarden vervullen.

§ 4. De aanvraag om attestafgifte moet gedateerd en getekend worden door de voortzetters of hun tussenpersoon. De voortzetters verklaren op erewoord dat de verstrekte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

Art. 4. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit, wordt afgegeven door het bestuur door alle middelen die de verzendingsdatum kunnen bewijzen, binnen een termijn van maximum 30 werkdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag.

Wanneer de aanvraag niet alle in artikel 3, § 2, bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 3, § 3, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzetters of hun tussenpersoon binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

In geval van gunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzetters of aan hun tussenpersoon en is bij de aangifte van nalatenschap te voegen. Het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten terwijl de voortzetters of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

In geval van ongunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzetters of aan hun tussenpersoon en het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten terwijl de voortzetters of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

Art. 5. De voortzetters die het verlaagd tarief der successierechten hebben genoten, moeten in de loop van elk van de vijf jaren na het overlijden van de de cujus en uiterlijk aan het einde van het kwartaal van de verjaardag van zijn overlijden, bij het bestuur een aangifte indienen waarvan het model in bijlage III bij dit besluit opgenomen is en waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der successierechten verder worden nageleefd.

Die aangifte vermeldt het nummer van het overeenkomstig artikel 4 afgegeven attest en gaat vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden :

1° - hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

- hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting ingediend door elke voortzetter vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus, alsook de lijst van de verkregen goederen die bestemd zijn voor de exploitatie bedoeld in artikel 60*bis*, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten;

1°*bis* wanneer de onderneming een kleine groep bedoeld in artikel 16 van het Wetboek van vennootschappen is, de jaarrekeningen, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus, van de filialen van de onderneming waarvoor het voordeel bedoeld in artikel 60*bis* van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

2° - hetzij de statistische R.S.Z.-aangiften en de individuele staten of de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen gedurende de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus;

- hetzij, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, de attesten afgegeven door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen gedurende de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus, hebben betaald, of gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen gedurende de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus, hebben betaald;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval het afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60*bis*, § 1, 2°, a), derde lid, van het Wetboek der successierechten

Art. 6. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage IV bij dit besluit, wordt afgegeven door het bestuur door alle middelen die de verzendingsdatum kunnen bewijzen, binnen een termijn van maximum dertig werkdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 5 bedoelde aanvraag.

Wanneer de aanvraag niet vergezeld gaat van de in artikel 5, tweede lid, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzetters of hun tussenpersoon binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

In geval van gunstige beslissing bezorgt het bestuur de voortzetters of hun tussenpersoon een origineel exemplaar en een voor eensluidend verklaard afschrift van het attest.

In geval van ongunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzetters of aan hun tussenpersoon en het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten terwijl de voortzetters of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

Art. 7. In geval van ongunstige beslissing betreffende de in de artikelen 4 en 6 van dit besluit bedoelde attesten, kunnen de voortzetters of hun tussenpersoon binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bij aangetekende brief beroep instellen bij het bestuur.

Het bestuur behandelt het beroep en maakt het dossier over aan de Minister. De Minister neemt een met redenen omklede beslissing over het beroep, die aan de voortzetters wordt medegedeeld binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van het beroep.

Art. 8. Om de administratieve behandeling van de aanvragen en attesten te vereenvoudigen kan de Minister modellen bepalen van verschillende formulieren van de bijlage I tot IV bij dit besluit voor wat betreft het verkrijgen ervan of het aanvullen bij computer.

Deze verschillende modellen bepaald door de Minister moeten evenwel dezelfde vermeldingen als de bijlagen I tot IV bij dit besluit bevatten.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Het is van toepassing op de overdracht van een onderneming die deel uitmaakt van de nalatenschap van een overleden persoon vanaf 1 januari 2005.

Art. 11. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 mei 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

Bijlage I

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 5100 Jambes
 Tel. : 081-33 31 11

Aanvraagformulier voor de afgifte van het attest waarmee het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht kan worden verkregen overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der successierechten

Deel I : Gegevens over de nalatenschap

Het attest waarop deze aanvraag betrekking heeft, moet dienen voor de aanvraag van het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten

Dit attest moet gevoegd worden bij de aangifte van nalatenschap van :

Naam en voornaam :

geboren op : te

overleden op te

laatst woonachtig te (volledig adres)

en moet overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten neergelegd worden op het kantoor van de ontvanger te : (volledig adres van het kantoor van de bevoegde ontvanger)

die de volgende persoon (personen) als wettelijke voortzetter(s) heeft :

Naam	Voornamen	Adres	Band van verwantschap met de de cujus
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
...			

Bovengenoemde persoon/personen dient/dienen een aanvraag om attestafgifte in en wijst/wijzen ondervermelde gemachtigde aan als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. :

Fax :

Aangevraagd verlaagd tarief (aankruisen)	
- 0 % (art. 60bis, § 1bis, 1°, van het Wetboek der successierechten)	
- 3 % (art. 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der successierechten)	

Deel II : Gegevens over de onderneming

II : 1. Natuurlijke persoon

Naam :

Voornaam :

Adres :

Ondernemingsnummer :

Beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

.....

II : 2. a. Rechtspersoon

Handelsnaam :

Firma :

Rechtsvorm :

Adres van de zetel van de vennootschap :

Adres van de bedrijfszetel :

Ondernemingsnummer :

Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

.....

II : 2. b. Kleine groep bedoeld in artikel 16 van het Wetboek van vennootschappen

WAT BETREFT DE ONDERNEMING WAARVOOR HET VERLAAGD TARIEF WORDT AANGEVRAAGD :

Handelsnaam :

Firma :

Rechtsvorm :

Adres van de zetel van de vennootschap :

Adres van de bedrijfszetel :

Ondernemingsnummer :

Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

.....

WAT BETREFT DE FILIALEN VAN DE ONDERNEMING WAARVOOR HET VERLAAGD TARIEF WORDT AANGEVRAAGD :

1. Handelsnaam :

.....

Firma :

Rechtsvorm :

Adres van de zetel van de vennootschap :

Adres van de bedrijfszetel :

Ondernemingsnummer :

Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

.....

2. Handelsnaam :

.....

Firma :

Rechtsvorm :

Adres van de zetel van de vennootschap :

Adres van de bedrijfszetel :

Ondernemingsnummer :

Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

.....

3. Handelsnaam :

 Firma :
 Rechtsvorm :
 Adres van de zetel van de vennootschap :
 Adres van de bedrijfszetel :
 Ondernemingsnummer :
 Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

II : 3. a. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden

Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II : 3. b. Zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden; ze worden uitgedrukt in voltijds equivalent

Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II : 4. a. II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een lid-Staat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen

Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e	
2e	
3e	
4e	

II. 4. b. Zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een lid-Staat van de Europese Unie en tewerkgesteld gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden; ze worden uitgedrukt in voltijds equivalent

Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. a. Nettowaarde van de zakelijke rechten op effecten bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), van het Wetboek der successierechten

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat ù Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Aard	Nettowaarde

c) Toestand vóór het overlijden van de de cujus :

- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Aard	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Aard	Nettowaarde
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Toestand na het overlijden van de de cujus :

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Aard	Nettowaarde
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 5. b. Nettowaarde van de zakelijke rechten op schuldvorderingen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, b), van het Wetboek der successierechten

a) Schuldvorderingen rechtstreeks gebonden aan de activiteit van de onderneming :

Nominaal bedrag	Schuldeiser	Uitstaand saldo op het overlijden van de de cujus

b) Toestand van het sociaal kapitaal op de datum van het overlijden van de de cujus :

Geplaatst kapitaal (met uitzondering van de in het kapitaal opgenomen winsten)	Deel van het geplaatst kapitaal dat werkelijk volgestort wordt op de datum van het overlijden van de de cujus	Deel van het geplaatst kapitaal dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een vermindering of een terugbetaling in hoofde van de overledene op de datum van zijn overlijden

II. 6. Nettowaarde en lijst van de zakelijke rechten op goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten, zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting

--

Deel III : Bij te voegen bijlagen

Bij het aanvraagformulier voor de afgifte van het attest moet voor eensluidend verklaarde afschriften van de volgende bescheiden worden gevoegd :

1° - hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van de onderneming, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

- hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de laatste aangifte in de personenbelasting ingediend door de de cujus alsmede de lijst van de voor de exploitatie bestemde goederen, bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1, van het Wetboek der successierechten

1°bis wanneer de onderneming een in artikel 16 van het Wetboek der successierechten bedoelde kleine groep is, de jaarrekeningen, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór het overlijden van de de cujus, van de filialen van de onderneming waarvoor het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten wordt aangevraagd, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd;

2° - hetzij de statistische R.S.Z.-aangiften en de individuele staten of de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Statens van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

- hetzij, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, de attesten afgegeven door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, of gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Statens van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval het afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), derde lid, van het Wetboek der successierechten

5° als de toepassing van het verlaagde tarief van artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, een attest getekend door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant en waaruit blijkt dat de onderneming de voorwaarden van artikel 60bis, § 1bis, 1°, b), van het Wetboek der successierechten vervult;

6° wanneer de in artikel 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der successierechten, bedoelde effecten certificaten zijn die betrekking hebben op aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en deelbewijzen van de onderneming waarvoor het in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten bedoelde voordeel wordt aangevraagd, een attest getekend door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant waaruit blijkt deze certificaten de in artikel 60bis, § 1ter, b), van het Wetboek der successierechten bedoelde voorwaarden vervullen;

Deel IV : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen kennis te hebben genomen van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig hoofdstuk XIII van het Wetboek der successierechten indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige gegevens te verstrekken i.v.m. deze aanvraag.

Datum :

Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de aanvraag	Toegekend dossiernummer	Behandeld door
Het dossier is volledig Ja Nee	Ontbrekende documenten gevraagd op	Ontbrekende documenten of aanvullende gegevens ontvangen op

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2005 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 26 mei 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

Bijlage II

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel. : 081-33 31 11

Attest

Krachtens artikel 60bis van het Wetboek der successierechten wordt dit attest afgegeven aan :

.....

 (namen, voornamen en adressen)

die daartoe een aanvraag hebben ingediend op :
 als voortzetters van :

naam en voornaam :
 geboren op te en overleden op :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten zal worden neergelegd op het kantoor der successierechten te :

en die de hiernavermelde persoon heeft aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. : Fax :

Betreffende de onderneming :

met zetel te :

met als ondernemingsnummer :

Beslissing van het bestuur	
de onderneming : <ul style="list-style-type: none"> • voldoet aan • voldoet niet aan de voorwaarden vereist om in aanmerking te komen voor de vermindering van de successierechten bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der successierechten, om de volgende redenen	
1. 60bis, § 1	(6)
2. 60bis, § 1, 1°	
3. 60bis, § 1, 2°, a), eerste lid	
4. 60bis, § 1, 2°, a), tweede lid	
5. 60bis, § 1, 2°, a) derde lid	

Dit attest, met het dossiernummer, wordt afgegeven op

Namens de Waalse Regering,

De gemachtigde ambtenaar.

<p>Belangrijk bericht</p> <p>Tegen deze beslissing kan binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, derde verdieping, te 5100 Jambes</p> <p>De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van zes maanden</p>
--

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2005 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 26 mei 2005.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
 M. DAERDEN

Bijlage III

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel. : 081-33 31 11

Jaarlijkse kennisgeving betreffende de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der successierechten

Deel I. — Gegevens over de nalatenschap

Deze kennisgeving betreft het attest (dossiernummer) dat op is afgegeven aan de hiernagenoemde personen met het oog op de toekenning van het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht en met betrekking tot de erfopvolging van :

naam en voornaam :

geboren op te en overleden op :

Laatst woonachtig te :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten is neergelegd op het kantoor der successierechten te :

op en ingeschreven onder nummer :

De hierna genoemde voortzetter(s) :

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Heeft (hebben) volgende gemachtigde aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. : Fax :

bevestigt (bevestigen) :

1° een vermindering van de successierechten te hebben genoten overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der successierechten;

2° dat de onderneming gedurende het boekjaar een activiteit heeft voortgezet ofwel in hoofde van de in § 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten bedoelde onderneming, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), eerste streepje, van het Wetboek der successierechten, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf en van haar dochtervennootschappen in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), tweede streepje, van het Wetboek der successierechten;

3° dat het aantal werknemers in de onderneming, wanneer de onderneming personeelsleden ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid tewerkstelt, of het aantal zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, uitgedrukt in voltijdse eenheden, gelijk blijft aan ten minste 75 % van het aantal bepaald in de aanvraag om attestafgifte opgemaakt op, ofwel in hoofde van de in § 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten bedoelde onderneming, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), eerste streepje, van het Wetboek der successierechten, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf en van haar dochtervennootschappen in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), tweede streepje, van het Wetboek der successierechten;

4° dat er geen vermindering is van de belegde activa of het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van heffingen of uitkeringen.

Deel II : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon
Naam :
Voornaam :
Adres :
Ondernemingsnummer :
Beknopte beschrijving van de activiteit :
II. 2. a. Rechtspersoon
Naam :
Firma :
Rechtsvorm :
Adres van de zetel van de vennootschap :
Adres van de bedrijfszetel :
Ondernemingsnummer :
Nummer van de NACE-code :
Beknopte beschrijving van de activiteit :
II. 2. b. Kleine groep bedoeld in artikel 16 van het Wetboek van vennootschappen
WAT BETREFT DE ONDERNEMING WAARVOOR HET VERLAAGD TARIEF WORDT AANGEVRAAGD :
Naam :
Firma :
Rechtsvorm :
Adres van de zetel van de vennootschap :
Adres van de bedrijfszetel :
Ondernemingsnummer :
Nummer van de NACE-code :
.....
WAT BETREFT DE FILIALEN VAN DE ONDERNEMING WAARVOOR HET VERLAAGD TARIEF WORDT AANGEVRAAGD :
1. Naam :
Firma :
Rechtsvorm :
Adres van de zetel van de vennootschap :
Adres van de bedrijfszetel :
Ondernemingsnummer :
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :
.....
2. Naam :
Firma :
Rechtsvorm :
Adres van de zetel van de vennootschap :
Adres van de bedrijfszetel :
Ondernemingsnummer :
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :
.....

3. Naam :

Firma :

Rechtsvorm :

Adres van de zetel van de vennootschap :

Adres van de bedrijfszetel :

Ondernemingsnummer :

Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :

.....

II. 3. a. II.3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden

Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e					
2e					
3e					
4e					

II. 3. b. Zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van de verjaardag van het overlijden; ze worden uitgedrukt in voltijds equivalent

Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. a. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een lid-Staat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden

Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e	
2e	
3e	
4e	

II. 4. b. Zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een lid-Staat van de Europese Unie en tewerkgesteld gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van de verjaardag van het overlijden; ze worden uitgedrukt in voltijds equivalent

Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e	
2e	
3e	
4e	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat — Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Aard	Nettowaarde

b) Herinnering van de toestand vóór het overlijden van de de cujus :

- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Aard	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Aard	Nettowaarde
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

c) Jaarlijkse wijzigingen in het aandeelhouderschap

Aan het einde van elk verstreken jaar, de wijzigingen meedelen die het aandeelhouderschap ondergaat gedurende een periode van vijf jaar na het overlijden van de de cujus.

Naam en voornaam	Aantal	Aard	Nettowaarde
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			

II. 6. Nettowaarde en lijst van de zakelijke rechten op goederen bedoeld in artikel 60*bis*, § 1, 1°, van het Wetboek der successierechten, zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting

Deel III : Bij te voegen bijlagen

Bij deze kennisgeving worden voor eensluidend verklaarde afschriften van de volgende bescheiden gevoegd :

1° - hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van de onderneming, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

- hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de laatste aangifte in de personenbelasting ingediend door voortzetter vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus alsmede de lijst van de voor de exploitatie bestemde goederen, bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1, van het Wetboek der successierechten;

1°bis wanneer de onderneming een in artikel 16 van het Wetboek der successierechten bedoelde kleine groep is, de jaarrekeningen, met inbegrip van de sociale balans, voor het laatste boekjaar afgesloten vóór de verjaardagsdatum van het overlijden van de de cujus, van de filialen van de onderneming waarvoor het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten wordt aangevraagd, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is;

2° - hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten of de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming gedurende de vier kwartalen vóór elk kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus in dienst heeft genomen;

- hetzij, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, de attesten afgegeven door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus hebben betaald, of gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lid-Staten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit blijkt dat de zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming, hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen gedurende de vier kwartalen vóór het kwartaal van de verjaardag van het overlijden van de de cujus hebben betaald;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval het afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, a), derde lid, van het Wetboek der successierechten

Deel IV : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen kennis te hebben genomen van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig hoofdstuk XIII van het Wetboek der successierechten indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige gegevens te verstrekken i.v.m. deze aanvraag.

Datum : Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de kennisgeving	Nummer van het oorspronkelijke attest
Behandeld door	Het dossier is volledig Ja Nee
Ontbrekende documenten gevraagd op	Ontbrekende documenten of aanvullende gegevens ontvangen op

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2005 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 26 mei 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

Bijlage IV

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel. : 081-33 31 11

Jaarlijks attest afgegeven overeenkomstig artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der successierechten.

Gelet op het eerste attest afgegeven op aan :

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Voortzetter(s) van :

Naam, voornamen :

Overleden op :

die een vermindering van de successierechten heeft/hebben genoten overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der successierechten

voor de onderneming :

met zetel te :

met als ondernemingsnummer :

Ondergetekende bevestigt het volgende :

1° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten vervuld zijn overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der successierechten :

2° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der successierechten te genieten niet meer vervuld zijn om de volgende redenen

a. Art. 60bis, § 3, 1°

b. Art. 60bis, § 3, 2°

c. Art. 60bis, § 3, 3°

Dit attest is afgegeven op en vervangt het attest afgegeven op

Namens de Waalse Regering,

De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht Tegen deze beslissing kan binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het « Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât II, derde verdieping, te 5100 Jambes »

De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van zes maanden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2005 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 26 mei 2005.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
 M. DAERDEN